

Monsieur le Président,

Madame la Secrétaire exécutive de la Convention cadre des nations unies sur les changements climatiques

Mesdames et Messieurs les membres des délégations nationales,

Mesdames et Messieurs les représentants des groupes majeurs,

Il y a un an maintenant à Paris, je déclarais au nom du groupe des autorités locales, en clôture de la COP21 : « you have found the deal, we have to do the job ».

Cette COP aura ainsi d'abord été l'occasion de mesurer une impressionnante mobilisation des acteurs non-étatiques, et nous remercions la présidence marocaine pour la magnifique organisation de cette conférence et la place donnée à l'action concrète, que ce soit dans la zone verte ou dans les dialogues de haut-niveau.

Nous exprimons ainsi notre satisfaction des propositions faites dans le cadre du partenariat de Marrakech, par les deux championnes, Laurence Tubiana et Hakima El Haité que je félicite pour leur engagement, propositions qui doivent permettre de renforcer le global agenda, en y associant étroitement les acteurs non-étatiques. Nous tenons ainsi à rappeler que ce global agenda est un pilier incontournable pour réussir à tenir l'objectif de stabilisation du climat.

Les gouvernements locaux et sub-nationaux ont eu de nombreuses occasions durant ces 15 jours pour réaffirmer leurs engagements à réduire les émissions de CO2 sur leurs territoires, notamment à travers le développement du « Global Covenant » et du « Under2MoU ».

Néanmoins nous considérons qu'une action renforcée sur nos territoires nécessitent un accès facilité à des financements plus importants, c'est ce que les réseaux mondiaux ont réaffirmés dans la feuille de route de Marrakech adoptée par plus de 1 100 élus notamment africains, lundi dernier, lors du sommet organisé avec les associations marocaines des maires et des régions. Nous avons notamment annoncé le lancement d'une campagne mondiale pour la localisation de la finance climat et demandons pour 2020 la mise en place d'un cadre d'action mondiale pour cette localisation.

Nous redisons qu'il faut avancer plus vite dans la mobilisation des financements ; ce qui ne se limite pas aux 100 milliards de dollars de la promesse de Copenhague mais doit intégrer la nécessité de rendre climato-compatible les milliers de milliards investis chaque année pour les infrastructures et les productions énergétiques.

Nous accueillons aussi très favorablement la proclamation de Marrakech qui insiste sur le lien indissociable entre la lutte contre le changement climatique et l'agenda 2030 des objectifs du développement durable. Reunis à Nantes en Septembre, pour le sommet Climate Chance, une large part des acteurs non-étatiques présents avaient justement insisté, dans une déclaration commune, sur la nécessité d'un agenda commun au climat et au développement, qui doit aussi intégrer le nouvel agenda urbain décidé à Quito il y a quelques jours ;

Mr le Président, Mesdames et Messieurs, la menace d'un retour en arrière sur l'action climatique a pesé sur cette conférence. Nous sommes convaincus que le renforcement de l'action territoriale, portée par les gouvernements locaux et sub-nationaux, en lien étroit avec les autres acteurs non-étatiques, fait justement parti des réponses à développer pour écarter tout risque de ce type. Les Etats ont fait preuve de responsabilité en ratifiant rapidement l'accord de Paris, nous sommes nous aussi prêts à encore renforcer notre action.